Haut-Karabagh : laisser passer les élections avant d'avancer de nouveau

Description

Par Stéphan Altasserre (sources : *Report Informasiya Agentliyi, La Nouvelle Arménie*)

Depuis la guerre du Haut-Karabagh (territoire azéri peuplée d'Arméniens) qui a opposé Erevan et Bakou de février 1988 à mai 1994, les relations arméno-azéries sont restées tendues. Le groupe de Minsk (co-présidé par la France, la Russie et les États-Unis) est à l'origine de la trêve entre les deux pays voisins. À la suite de nouvelles tensions survenues dans la région en avril 2016, le Président arménien et son homologue azéri s'étaient accordés à Vienne le mois suivant sur l'élargissement nécessaire de la mission internationale de paix surveillant le respect du cessez-le-feu dans le Haut-Karabagh à sept experts supplémentaires. En effet, l'équipe dirigée par Andzrej Kasprzyk ne regroupe qu'un petit nombre de fonctionnaires, semble très insuffisant aux observateurs pour assurer sa mission de contrôle. Lors d'une réunion organisée à Cracovie le 18 janvier 2018, les deux anciens ennemis ont renouvelé leurs engagements sur cet élargissement des effectifs de l'équipe d'experts.

Cependant, le 27 mars 2018, le ministre arménien des Affaires étrangères a accusé publiquement l'Azerbaïdjan de ne pas satisfaire à ses obligations et d'empêcher délibérément la mission internationale de réaliser les opérations de contrôle. Bakou a répondu le même jour par le biais d'un communiqué de presse émanant du porte-parole du ministère des Affaires étrangères: il incrimine la République d'Arménie qu'il rend «*responsable devant le droit international*» d'actes de vandalisme subis au cours de ces dernières années par le patrimoine culturel du Haut-Karabagh et évoque notamment le «*pillage*» de 738 monuments historiques, ainsi que de 28 musées.

Cet échange acrimonieux entre les deux exécutifs est intervenu en pleine campagne électorale dans les deux pays. En effet, les Arméniens ont réélu leur Président le 2 mars 2018 et les Azeris voteront le 11 avril. Ce contexte a vraisemblablement amené les chefs d'État, Serge Sarkisian et Ilham Aliev, et leurs gouvernements à tenir des discours fermes, de nature à rassurer leurs électorats respectifs .

Les grandes puissances investies dans la région (France, Russie et États-Unis) en semblent en tout cas assez convaincues. Ayant constaté un souhait d'apaisement bilatéral en février dernier, elles jugent très probable qu'une fois les élections passées, le dialogue et les déplacements de la mission internationale reprendront plus sereinement.

date créée
08/04/2018
Champs de Méta